

JESSICA en mode opérationnel p. 4 • L'initiative JASPERS prend son envol p. 5 • La R-D et le financement de l'innovation en Europe Conférence 2009 de la BEI sur l'économie et la finance p. 6 • La BEI membre fondateur du Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée p. 18 • Séminaire Médinas 2030 Faire renaître les villes patrimoines de la Méditerranée p. 19 • Obligations coopératives à taux variable : la BEI travaille avec des banques du secteur coopératif pour lutter contre la crise p. 24

La BEI lutte contre l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

La Banque européenne d'investissement (BEI) a révisé sa politique concernant les centres financiers offshore (CFO) afin de la mettre pleinement en conformité avec les principes applicables aux juridictions non coopératives et non transparentes, qui ont été entérinés à Londres en avril 2009 lors du sommet du G20.

La politique intérimaire révisée de la BEI concernant les CFO est désormais publiée sur le site Web de la BEI et elle a été saluée par le Conseil Ecofin comme un modèle possible pour l'élaboration de lignes directrices communes pour les politiques et pratiques des institutions financières internationales (IFI) à l'égard des juridictions non coopératives.

ACTIVITÉS DE LA BEI

La BEI lutte contre l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme	1
Le Fonds carbone BERD-BEI lance une opération en Russie	3
JESSICA en mode opérationnel	4
L'initiative JASPERS prend son envol	5
La R-D et le financement de l'innovation en Europe – Conférence 2009 de la BEI sur l'économie et la finance	6
ELENA : la BEI soutient les investissements en faveur d'une énergie durable au niveau local	8
Visite des ambassadeurs de la zone ACP au siège de la BEI à Luxembourg	9
Remise du prix BEI-ERSA 2009 à M. Paul Cheshire	9

DANS L'UE

Le projet Belwind de parc éolien marin en Belgique	10
GEMASOLAR, la nouvelle centrale solaire à concentration de pointe	11
La BEI donne des ailes à l'extension de l'aéroport de Berlin-Brandenburg	13
La BEI finance des projets de gestion des risques d'inondation	14
Au-delà d'un raisonnement à court terme	15

À L'EXTÉRIEUR DE L'UE

Le savoir-faire hydrique de la BEI au service de la Jordanie	16
La BEI, membre fondateur du Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée	18
Séminaire Médinas 2030 – Faire renaître les villes patrimoines de la Méditerranée	19
Le groupement énergétique régional d'Afrique de l'Ouest	21
La BEI soutient la présence stratégique du groupe VW en Amérique Latine et en Asie	22

FINANCES

Obligations coopératives à taux variable : la BEI travaille avec des banques du secteur coopératif pour lutter contre la crise	24
Une approche directe pour la collaboration en matière de recherche	25

QUESTIONS INTERNES

Nominations au cadre de direction et à d'autres postes à responsabilité	26
Nouvelles publications	28
<p>BEI Information est une publication périodique du département Communication de la Banque européenne d'investissement. Responsable de publication : Sabine Kayser. Assistante de publication : Yasmine Khayat. Mise en page : Atelier graphique de la BEI, Sabine Tissot.</p> <p>Photographies : Photothèque de la BEI, C. Gleitsmann, Günter Wicker « Berlin Airports ».</p> <p>Les informations figurant dans la présente publication de la BEI peuvent être librement reproduites ; la mention de l'origine et une copie de tout article publié seraient appréciées.</p>	

par Juan Manuel Sterlin Balenciaga, département Communication

La BEI applique depuis plusieurs années des règles internes strictes quant au recours à des CFO et elle a été dès 2005 l'une des premières IFI à se doter d'une politique sur ce type de juridictions applicable à toutes ses activités de prêt, d'emprunt et de trésorerie. De plus, le Conseil d'administration a approuvé en avril 2008 la politique de la Banque en matière de lutte contre la fraude, qui affirme l'engagement de la BEI à ne tolérer aucun acte de corruption, fraude, collusion, coercition, blanchiment d'argent et financement du terrorisme dans ses activités, exige des membres de son personnel et de ses partenaires d'affaires qu'ils se conforment aux normes d'éthique les plus rigoureuses, adopte les définitions harmonisées du cadre uniforme établi par le groupe de travail des institutions financières internationales (IFI) sur la lutte contre la corruption, et décrit les mesures prises par la BEI pour lutter contre la fraude et la corruption.

La politique intérimaire révisée de la BEI concernant les CFO a été élaborée à l'initiative du Conseil d'administration de la Banque et approuvée le 14 juillet 2009, à l'issue de consultations approfondies menées dans les États membres de l'UE, auprès d'organisations spécialisées chefs de file, d'institutions financières internationales (IFI) et d'autres parties prenantes concernées, y compris des organisations de la société civile. En tant qu'institution de financement à long terme de l'Union européenne, la BEI confirme avec l'adoption de cette politique qu'elle est bien en première ligne dans la lutte contre les problèmes causés par les juridictions non coopératives, et notamment les paradis fiscaux, et qu'elle demeure résolue à faire en sorte que ses prêts servent effectivement les fins auxquelles ils sont destinés, c'est-à-dire la réalisation des objectifs prioritaires de l'UE.

Tout en continuant à ne pas tolérer d'activités visant à couvrir des pratiques illégales, telles que le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, la fraude fiscale et l'évasion fiscale, et à décourager les activités interdites et les pratiques fiscales dommageables, la politique intérimaire révisée concernant les CFO comporte également de nouveaux aspects essentiels :

- elle se réfère aux listes de pays et aux rapports les concernant établis par les organisations spécialisées chefs de file comme l'OCDE, le FMI, le Conseil de stabilité financière et le Groupe d'action financière (GAFI) ;
- elle confirme l'engagement existant de la Banque à refuser de réaliser une opération dès lors que le CFO concerné a un lien avec une juridiction interdite (figurant sur la liste noire), sauf lorsqu'un projet est situé physiquement dans ce type de juridiction et que rien ne laisse penser que la structure CFO serait utilisée pour des activités illégales ou des pratiques fiscales dommageables. Cette exception est imposée par la nécessité d'éviter de pénaliser la population dans des pays où le Conseil européen a confié à la BEI le mandat de favoriser le développement ;
- la BEI insistera pour que des mesures soient prises activement dans les cas où des juridictions sous surveillance (liste grise) sont concernées. Pour toutes les structures CFO approuvées par le Conseil d'administration à compter du 31 mars 2010, la BEI exigera de toute contrepartie domiciliée dans une juridiction figurant sur la liste grise qu'elle transfère son siège vers une juridiction qui ne soit pas un CFO, et ce préalablement à la signature des contrats ;
- à compter de la même date, tous les nouveaux contrats de la BEI comporteront une clause de transfert prévoyant l'obligation pour une contrepartie de transférer son siège vers une juridiction qui ne soit pas un CFO si la juridiction dans laquelle elle est domiciliée vient par la suite à être classée parmi les CFO ou dans une catégorie équivalente par une organisation chef de file. Le délai pour ce faire sera de douze mois au maximum.

Afin de tenir compte du fait que les travaux sur ces questions vont continuer au niveau politique, la BEI poursuivra l'examen de sa politique concernant les CFO et soumettra au Conseil d'administration toute mise à jour appropriée. ■



Le Fonds carbone BERD-BEI lance une opération en Russie

Dans le cadre d'une opération inédite en Russie, les crédits carbone générés par la valorisation de gaz destinés à être brûlés sur un champ de pétrole de Sibérie orientale vont être rachetés par l'intermédiaire d'un fonds carbone mis en place conjointement par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque européenne d'investissement (BEI). Le torchage de gaz naturel dans les champs pétroliers est une source importante d'émissions de gaz à effet de serre et la Russie cherche à mettre fin à cette pratique.

Une fois que l'accord des autorités russes aura été obtenu et que les autres conditions auront été remplies, les crédits carbone seront rachetés à la filiale d'Irkutsk Oil qui exploite le gisement pétrolier de Yarakta en Sibérie orientale. Irkutsk Oil a récemment bénéficié d'un prêt de la BERD, dont une partie était destinée à la réduction du torchage. La filiale de cette société construit actuellement une usine de traitement des gaz et installe du matériel de réinjection sur le gisement pétrolier de Yarakta.

Cette usine séparera le condensat des gaz associés au pétrole (sous-produits de l'extraction pétrolière) avant de le vendre ou de le mélanger au pétrole. Les résidus de gaz secs seront réinjectés dans le gisement avant la production, lors d'une seconde étape, de gaz de pétrole liquéfié (GPL) par la séparation du butane et du propane. Ce procédé permettra de réutiliser quelque 95 % du volume total des gaz associés produits pendant toute la durée de vie du champ de pétrole et donc de réduire sensiblement les émissions de gaz à effet de serre.

Le fonds rachetant les crédits carbone est le Fonds multilatéral pour l'échange des crédits carbone (FMCC), dont les autres participants, aux côtés de la BERD et de la BEI, sont des États (Finlande, Belgique [pour le compte de la région flamande], Irlande, Luxembourg, Espagne et Suède) ainsi que six entreprises privées. Le FMCC est l'un des rares fonds carbone à cibler spécifiquement les pays d'Europe centrale et d'Asie centrale. ■

JESSICA

en mode opérationnel

L'initiative JESSICA (*Joint European Support for Sustainable Investment in City Areas*) d'appui communautaire conjoint aux investissements durables en zone urbaine a été lancée en 2006 et, en février 2007, la BEI mettait en place l'équipe opérationnelle JESSICA. Jusqu'à la fin de 2008, cette dernière s'est attachée principalement à améliorer et clarifier le cadre réglementaire des Fonds structurels européens permettant de déployer l'instrument JESSICA et de fournir une assistance technique aux États membres via les études d'évaluation JESSICA. Ces études visaient à aider les autorités de gestion de chacun des États membres à utiliser comme instruments d'ingénierie financière une partie de leurs ressources provenant des Fonds structurels pour investir, soit directement, soit via des fonds de participation, dans des fonds d'aménagement urbain (FAU)¹ afin de soutenir des investissements urbains durables.

par Gianni Carbonaro, Équipe opérationnelle JESSICA

A ce jour, 40 études d'évaluation ont été lancées dans 18 États membres, et 23 d'entre elles sont désormais terminées. D'autres études seront certainement demandées au cours de la période 2009-2010 ; la plupart seront probablement finalisées d'ici 2011. Ce travail a permis d'accroître la sensibilisation au programme JESSICA, si bien que les autorités de gestion sont de plus en plus nombreuses à se montrer intéressées par la création de fonds de participation pour accélérer la mise en œuvre de JESSICA et souhaitent mandater la Banque à cet effet, comme le prévoient les règlements communautaires. Jusqu'à présent, cet intérêt s'est traduit par la signature des six mandats de fonds de participation, totalisant environ 600 millions d'EUR. Quatre autres mandats sont prévus d'ici la fin de l'année, ce qui portera le volume total des fonds sous gestion à plus d'un milliard d'EUR.

Ainsi JESSICA est bel et bien passée en mode opérationnel, avec en perspective une augmentation des volumes d'actifs sous gestion et des demandes de nouveaux services de conseil. Cette tendance pourrait se renforcer sous l'effet de l'augmentation attendue de la proportion de ressources issues des fonds structurels qui sera injectée dans les mécanismes d'ingénierie financière tels que JESSICA, une évolution que pourraient susciter l'examen à miparcours (prévu en 2010) de la période de programmation en cours et l'établissement des perspectives financières pour la période 2014-2020.

Ce besoin croissant de gestion efficace des actifs dans les villes est le plus notable dans

le domaine de l'efficacité énergétique, à l'heure où l'UE reconnaît qu'il est nécessaire d'obtenir rapidement des améliorations sur ce plan dans l'environnement bâti pour atteindre les objectifs fixés. Parmi les autres initiatives faisant intervenir la BEI et la Commission, JESSICA est déjà appelée à jouer un rôle important dans ce domaine ; les stratégies d'investissement des fonds de participation JESSICA pour la Lituanie, l'Andalousie, Londres et la Grèce visent déjà à satisfaire cet objectif et plus de 500 millions d'EUR d'investissement à long terme devraient être consacrés à l'efficacité énergétique des logements, des bâtiments publics et des autres infrastructures urbaines. Cela témoigne de la flexibilité de la portée de l'instrument JESSICA et représente un modèle évolutif qui pourrait faciliter la création de synergies entre des instruments différents, mais complémentaires, destinés aux investissements dans les énergies durables.

Dans ce contexte, on assiste à une hausse de la demande d'assistance technique et de services de conseil, alors que l'équipe opérationnelle JESSICA commence à capitaliser sur les connaissances et l'expérience acquises en lançant des études d'évaluation, en gérant des fonds de participation et en prenant part à des plates-formes de mise en réseau et de partage des connaissances à travers l'Europe.

L'initiative JESSICA semble donc appelée à l'avenir à soutenir les objectifs de cohésion de l'UE et à répondre au besoin à long terme d'investissements et de conseil en matière de développement urbain durable, grâce à trois domaines de compétences : l'appui technique institutionnel aux États membres et aux autorités de gestion via les études d'évaluation ; les fonctions de gestion d'actifs dans une logique de développement urbain durable pour le compte de ces mêmes États membres et autorités de gestion, et l'assistance technique et les services de conseil personnalisés, principalement auprès des villes et régions européennes, pour la création et la gestion de fonds d'aménagement urbain. ■



¹ Les fonds d'aménagement urbain (FAU) investissent dans des partenariats public-privé (PPP) ou tout autre projet inscrit à un plan intégré pour le développement urbain durable. Les fonds de participation ont pour but d'investir dans plusieurs FAU.

L'initiative **JASPERS** prend son envol

Après une augmentation impressionnante de ses opérations en 2008, JASPERS (*Joint Assistance to Support Projects in European Regions*), le partenariat d'assistance technique conclu entre la Commission européenne, la BEI, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la KfW, a poursuivi l'expansion de ses activités au nom des douze États membres de l'UE bénéficiaires au cours des neuf premiers mois de 2009.

par Daniela Sacchi-Cremmer, Direction des projets/JASPERS

De janvier à septembre 2009, l'équipe JASPERS a réalisé 72 missions. Depuis le lancement du programme JASPERS en 2006, 179 opérations ont été menées à bien et 445 opérations actives étaient en cours au 30 septembre 2009.

Le portefeuille de JASPERS, dont la répartition entre les États membres bénéficiaires est globalement conforme à leur poids dans le financement du budget communautaire, se divise en cinq secteurs : routes, ports, aéroports et rail, eau et assainissement, déchets solides et énergie, infrastructures et services urbains, infrastructures de télécommunications, de R-D et culturelles.

Sur 35 projets approuvés par la DG REGIO dans les 12 nouveaux États membres (NEM) de l'UE en septembre 2009, 30 ont reçu l'appui de JASPERS.

JASPERS encourage les 12 NEM bénéficiaires à présenter d'autres demandes de subvention à Bruxelles dans les meilleurs délais en veillant à respecter les exigences de la Commission européenne. L'objectif final est de promouvoir l'absorption des Fonds structurels de l'UE et de stimuler ainsi l'investissement.

Un acteur clé à l'échelle européenne

Le plan de relance économique annoncé par la Commission européenne le 26 novem-

bre 2008 s'accompagnait de mesures de soutien à la politique de cohésion.

Une première réunion des parties prenantes s'est tenue en mai 2009 à Cracovie, en Pologne. D'autres réunions de ce type seront organisées, car elles fournissent de précieux retours d'information.

La forte augmentation du nombre et de la complexité des missions, ainsi que le suivi des projets assuré par JASPERS après la remise des demandes de subvention à la DG REGIO, ont



un impact important sur les ressources du programme. C'est pourquoi des spécialistes et du personnel de soutien supplémentaires sont en cours de recrutement pour entrer en fonction au quatrième trimestre de 2009 dans les bureaux régionaux de JASPERS (Bucarest, Vienne et Varsovie). ■

L'objectif principal de l'Assistance conjointe à la préparation de projets dans les régions européennes (JASPERS) est de fournir une assistance technique aux États membres qui ont rejoint l'Union européenne en 2004 et 2007; l'idée est de les aider à utiliser plus efficacement les 347 milliards d'EUR de subventions que l'UE met à leur disposition dans le cadre de sa politique de cohésion pour la période 2007-2013. JASPERS offre une assistance globale à toutes les étapes du cycle des projets, de l'identification initiale d'une opération jusqu'à la demande de subvention à la Commission. Les activités de JASPERS sont basées sur les plans d'action annuels établis en collaboration avec chaque État bénéficiaire concerné. Dans chaque pays, une autorité de gestion joue le rôle de coordinateur central et peut demander l'aide de JASPERS. Pendant la préparation des plans d'action annuels, l'équipe JASPERS collabore étroitement avec la Commission et les États membres pour aider ces derniers à présenter des propositions de projets qui soient abouties et capables de répondre aux exigences de l'UE, ainsi qu'à identifier des projets potentiels susceptibles de bénéficier d'une assistance.

La R-D et le financement de l'innovation en Europe

Conférence 2009 de la BEI sur l'économie et la finance

Le jeudi 22 octobre, la BEI a accueilli la Conférence 2009 sur l'économie et la finance sur le thème de « La R-D et le financement de l'innovation en Europe ». Ouverte par le président Maystadt et présidée par le vice-président Sakellaris, la conférence a attiré un large public grâce à une palette d'intervenants impressionnante.

Dans son allocution d'ouverture, **Philippe Maystadt** a souligné l'importance grandissante des investissements dans la connaissance pour la croissance économique et, partant, pour les opérations de la BEI. La conférence a mis en lumière la portée macroéconomique de la recherche-développement (R-D) et de l'innovation. Elle a également permis de comprendre pourquoi les marchés seuls ont tendance à ne pas investir suffisamment dans la R-D et d'évoquer la manière dont les politiques publiques peuvent agir sur ce problème.

Hubert Strauss, de la division Études économiques et financières (EFS) de la BEI, a ouvert la session intitulée *Le capital incorporel - faits et chiffres*, en expliquant que le capital de connaissances scientifiques et techniques des entreprises (le « capital R-D ») était plus faible dans l'UE qu'aux États-Unis et au Japon, mais aussi inégalement réparti selon les pays et les industries.

Économiste en chef à « The Conference Board », une organisation mondiale de recherche, **Bart van Ark** a souligné que d'autres actifs incorporels, tels que l'architecture, l'image de marque et les changements organisationnels avaient également un effet sur la croissance. Il a présenté quelques mesures indicatives de l'investissement incorporel dans une douzaine de pays, dont de nouvelles estimations pour l'Autriche, la République tchèque, le Danemark, la Grèce et la Slovaquie, et montré ainsi que le capital incorporel était un moteur clé de la croissance dans les pays qui sont à la frontière technologique et les pays qui en sont proches, mais qu'il était à ce jour d'une importance limitée dans les pays en retard sur ce plan.

L'idée-force de la présentation de **Werner Roeger** (Commission européenne, DG ECFIN) était que le soutien budgétaire à la R-D n'est pas suffisant pour combler l'écart de productivité qui existe entre l'UE et les États-Unis. En outre, il faut mettre en place des politiques en faveur de l'amélioration des conditions générales de la R-D visant, par exemple, à réduire le coût de l'entrée sur le marché, à abaisser la prime de risque sur les actifs incorporels et à augmenter l'offre de main-d'œuvre très qualifiée. Combinées, ces mesures permettront de combler la moitié de l'écart de productivité entre l'UE et les États-Unis. Pour obtenir de meilleurs résultats, l'UE devrait stimuler la concurrence dans le secteur des services et améliorer la qualité de son enseignement supérieur.

La question de la diffusion des connaissances a occupé le centre des débats de la deuxième session, consacrée aux *aspects économiques de*

par Hubert Strauss, Division Études économiques et financières (EFS)



Plutarchos Sakellaris (vice-président de la BEI), Philippe Maystadt (président de la BEI)

la R-D. L'économiste en chef de l'EFS, **Kristian Uppenberg**, a ouvert la session en expliquant que, si les entreprises investissent dans la R-D pour gagner de l'argent et pour survivre, la diffusion des connaissances peut en revanche être source de sous-investissement au niveau collectif.

Les politiques correctives peuvent revêtir de nombreuses formes. **Dirk Czarnitzki**, de l'Université catholique de Louvain (KUL), a procédé à un examen attentif des collaborations entre les milieux scientifiques et l'industrie et présenté de nouveaux résultats pour la Belgique et l'Allemagne. Il a pu mettre en évidence que les entreprises privées collaborant avec des institutions scientifiques avaient tendance à plus investir dans la R-D que les entreprises collaborant avec d'autres entreprises, et que les coopérations subventionnées engendraient une intensité de R-D encore plus forte. **Jacques Mairesse** (UNU Maastricht et CREST Paris) a évalué l'efficacité des crédits d'impôt pour la recherche-développement, qui permettent aux entreprises de déduire une partie de leurs dépenses de R-D de leur facture fiscale. Les crédits d'impôt pour la R-D entraînent généralement l'accroissement espéré de l'investissement des entreprises dans ce domaine. Toutefois, les fruits de ces investissements varient beaucoup d'un pays à l'autre.

Les dépenses de R-D supplémentaires se traduisent-elles toutefois par de meilleurs résultats en matière d'innovation, tels que la production de brevets ? **Bruno van Pottelsberghe de la Potterie** (Université libre de Bruxelles) a présenté une nouvelle perspective sur la relation entre la R-D et les brevets. Plus l'activité de R-D est importante, plus les dépôts de brevets sont nombreux, mais cette relation est ténue : les dépôts de brevets sont une mesure imprécise de la productivité de la recherche, puisque la propension à demander une protection par brevet dépend des droits de propriété intellectuelle, de la vulnérabilité aux marchés internationaux et d'autres caractéristiques propres au pays ou au secteur. Comprendre la propension croissante des entreprises à déposer des brevets permet d'avoir une vision « juste » de la productivité de la R-D.

La session de l'après-midi a été consacrée au *financement de l'innovation*. Pour commencer, **Bronwyn Hall** (UC Berkeley) a montré que l'aléa moral et l'asymétrie d'information entre les chefs d'entreprise innovants et les bailleurs de fonds engendraient une baisse de l'offre de capitaux d'emprunt pour les jeunes entreprises innovantes. De plus, ces dernières possèdent essentiellement des actifs incorporels, dont il est difficile de se servir comme garan-

tie. Par conséquent, les fonds propres sont le mode de financement de l'innovation le plus répandu. **Laura Bottazzi** (Université de Bologne) a évoqué le rôle du capital-risque dans le financement des nouvelles entreprises dynamiques. Elle a pu mettre en évidence que, contrairement à ce que l'on observe aux États-Unis, en Europe, le recours au capital-risque n'est pas forcément le fait d'entreprises très dynamiques. Le capital humain est un facteur clé de l'efficacité du capital-risque. Le niveau d'études et l'expérience professionnelle influent sur le niveau d'activité des capital-risqueurs et sur leur valeur ajoutée. Cependant, avec le temps, les styles d'investissements en capital-risque dans l'UE semblent converger vers ceux que l'on observe aux États-Unis.

Jacques Darcy, du Fonds européen d'investissement, a évoqué les tendances en matière de transferts de technologie, un autre domaine qui nécessite des compétences à la fois financières et entrepreneuriales. Fort de son expérience au FEI, M. Darcy a souligné les risques et les besoins financiers qu'implique le passage de la recherche universitaire à l'innovation commerciale. Il a examiné de nouveaux instruments financiers qui permettent d'aligner les mesures incitatives des inventeurs, des entrepreneurs et des investisseurs. **Dietmar Harhoff** (Université de Munich) a expliqué que les brevets ne servaient pas seulement de protection de la propriété intellectuelle, mais aussi de garantie. Ils sont par exemple utilisés comme actifs dans des fonds de brevets cherchant à commercialiser des droits de brevet. Les enchères de brevets révèlent l'émergence d'un marché des technologies brevetées, dont le développement dépend d'une conception appropriée des systèmes de brevets.

Dans son discours de clôture, **Plutarchos Sakellaris**, vice-président de la BEI, a rappelé à l'assistance qu'une bonne compréhension des déterminants de la création de savoir et de l'innovation était essentielle dans le maintien d'un niveau de vie élevé sur le long terme. Les acteurs de premier plan comme l'UE doivent montrer l'exemple en relevant les défis politiques et le Groupe BEI a un rôle à jouer

en la matière en atténuant les contraintes financières.

Les diaporamas des présentations sont disponibles sur le site Web de la BEI. Les articles complets seront réunis dans le volume 14 des *Cahiers BEI*, publié en décembre. ■



Bronwyn H. Hall



Eric Perée, Jacques Mairesse, Dirk Czarnitzki



Bart van Ark



Dietmar Harhoff, Jacques Darcy



Kristian Uppenberg, Eva Srejber (vice-présidente de la BEI), Hubert Strauss, Bart van Ark, Plutarchos Sakellaris (vice-président de la BEI)

Avec **ELENA**, la BEI soutient les investissements en faveur d'une énergie durable au niveau local



En adoptant le « paquet énergie-climat », l'UE s'est donné pour buts, d'ici 2020, de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20 %, de faire baisser sa consommation d'énergie de 20 % et d'accroître de 20 % la part des énergies renouvelables dans sa consommation énergétique – c'est l'objectif des « 3 x 20 en 2020 ». Les acteurs locaux ont un rôle crucial à jouer dans la réalisation de ces objectifs énergétiques communautaires, aussi l'UE et la BEI ont-elles mis sur pied l'Initiative européenne pour l'énergie et la lutte contre les changements climatiques, dont l'objet est de financer des projets relatifs à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables dans l'UE et, plus particulièrement, ceux mis en œuvre par les collectivités locales. Cette initiative propose une assistance technique couplée aux prêts de la Banque.

Les zones urbaines représentent environ 70 % de la consommation d'énergie de l'UE ; pour cette raison, le Plan d'action pour l'efficacité énergétique adopté par l'UE¹ fait de la mise en place de la Convention des maires une de ses priorités, l'accent étant mis sur l'important potentiel d'investissements au niveau local. Investir dans les énergies durables à cet échelon est source d'avantages pour les économies locales, favorise une amélioration de la qualité de vie pour les citoyens et contribue à atténuer les changements climatiques.

Pour faciliter la mobilisation de fonds à investir dans les énergies durables au niveau local, la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement ont créé le mécanisme d'assistance technique ELENA (*European Local Energy Assistance facility*), financé via le programme « Énergie intelligente -Europe »². L'aide au titre d'ELENA couvre une partie des frais d'assistance technique induits par la préparation, la mise en œuvre et le financement des programmes d'investissements, tels que les études de faisabilité et de marché, la structuration des programmes, les plans d'activité, les audits énergétiques, la préparation des appels d'offres – en bref, tout ce qui est nécessaire pour préparer les projets d'énergies durables des villes et des régions en vue d'un financement de la BEI.

Programmes d'investissements pouvant être soutenus par ELENA

De nombreuses villes et régions de l'UE ont, ces derniers temps, commencé à préparer ou à lancer de vastes initiatives relatives à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables afin de faire face aux défis en matière d'énergie

et de climat. Cependant, la plupart de ces initiatives en sont encore au stade conceptuel et leur mise en œuvre se révèle difficile car nombre de régions et de villes, notamment petites et moyennes, manquent souvent des capacités techniques nécessaires pour déployer de grands programmes dans ce domaine. ELENA aide les entités publiques à résoudre ce genre de problèmes en apportant un soutien spécifique à la mise en œuvre de programmes et de projets d'investissement portant par exemple sur la modernisation de bâtiments publics et privés, les bâtiments écologiquement durables, les réseaux de chauffage et de refroidissement urbains écoénergétiques, les transports respectueux de l'environnement, etc.

Comment se mettre en rapport avec la BEI ?

L'assistance au titre d'ELENA peut faciliter l'accès aux financements de la BEI ou d'une autre banque. Le dispositif ELENA est géré par la BEI et celle-ci peut être contactée par tous moyens – téléphone, télécopie, courrier électronique ou postal, le moyen privilégié par la Banque étant toutefois le courrier électronique (à adresser à : elena@bei.org). Lors du premier contact, il faudra fournir une brève description de l'investissement projeté (par exemple, type de l'investissement, modalités de la mise en œuvre,...) et indiquer le coût d'investissement et le calendrier prévus pour le programme, ainsi que le montant, l'objet et les principaux besoins que devra couvrir l'assistance technique sollicitée. ■

par Bram Schim van der Loeff,
département Communication

¹ http://ec.europa.eu/energy/action_plan_energy_efficiency/doc/com_2006_0545_fr.pdf

² http://ec.europa.eu/energy/intelligent/index_en.html

Visite des ambassadeurs de la zone ACP

au siège de la BEI à Luxembourg



Les ambassadeurs des pays ACP, Catherine Collin, Philippe Maystadt, Martin Curwen

En juillet 2009, les ambassadeurs de 30 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) se sont rendus au siège de la BEI à Luxembourg pour s'assurer, auprès de ses dirigeants, du soutien continu de la Banque en faveur des projets d'investissement stratégiques de leurs pays malgré l'accès restreint des pays ACP aux financements en cette période de crise. Autre point à l'ordre du jour : l'engagement de la BEI en faveur d'une mise en œuvre réussie de la Facilité d'investissement et la révision prochaine de l'Accord de Cotonou entre l'Union européenne et les pays ACP. ■

Remise du prix BEI-ERSA 2009

à M. Paul Cheshire

par Luisa Ferreira, coordinatrice de l'Action conjointe BEI-Universités

La BEI, représentée par M. Hugo Woestmann, membre du Comité BEI-Universités, a décerné le deuxième prix BEI-ERSA en science régionale à M. Paul Cheshire, professeur émérite de géographie économique à la London School of Economics, à l'occasion du 49^e congrès de la European Regional Science Association (ERSA), le 25 août, à Lodz, en Pologne. Le prix BEI-ERSA a été créé en 2008 pour récompenser la contribution remarquable de chercheurs aux progrès de la science régionale et des études territoriales connexes. Il est décerné chaque année sur la recommandation d'un jury indépendant composé de six éminents spécialistes en science régionale. Cette année, le prix récompense la contribution remarquable de M. Paul Cheshire à l'économie des marchés fonciers et du développement urbain et régional en Europe. ■



Le projet Belwind de parc éolien marin en Belgique

La BEI amorce vigoureusement le dégel du marché du financement sur projet

La Banque a signé récemment son premier contrat de financement sans recours en faveur d'un projet qui concerne à son tour le premier parc éolien en mer de grande envergure en Belgique, un projet précurseur à double titre donc. Il s'agit du financement de la première phase du projet Belwind de parc éolien marin qui est en cours de construction à 47 km au large de Zeebrugge et qui comprend 55 aérogénérateurs de grande dimension et un câble sous-marin de 55 km de long les raccordant au réseau électrique belge. La capacité nominale installée sera de 165 MW au total, de sorte que le parc éolien pourra approvisionner en électricité environ 120 000 foyers.

par Melchior Karigl, Direction des financements dans l'Union européenne et l'équipe du projet Belwind

Les installations sont impressionnantes par leurs dimensions : le parc couvrira une zone de 15 km² environ, soit à peu près l'équivalent de la superficie de 2 150 terrains de football ; les aérogénérateurs seront érigés sur des piliers d'acier ancrés à une profondeur pouvant aller jusqu'à 30 m. Chaque pilier mesurera plus de 70 m

pour un diamètre de 5 m et un poids de quelque 500 t. Le point le plus élevé d'une éolienne se situera à 160 m au-dessus du niveau de la mer, ce qui est légèrement plus haut que le deuxième étage de la tour Eiffel. Le projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs communautaires et nationaux concernant la production d'énergie à partir



de sources renouvelables et il est en pleine adéquation avec les objectifs prioritaires de l'activité de prêt de la BEI en la matière.

Le principal obstacle à l'expansion du secteur de l'énergie renouvelable est la pénurie de crédit pour financer les projets qui résulte de la débâcle du secteur bancaire à l'automne 2008. De nombreux concepteurs et promoteurs de projets ont dû retarder leurs travaux, certains d'entre eux devant rechercher en urgence des sociétés ou des entreprises de services publics aux reins solides pour reprendre les actifs. Ce fut le cas pour Econcern, concepteur de projets éoliens européen de premier plan établi aux Pays-Bas et ancien propriétaire du projet Belwind, qui a fait faillite au début de 2009 en pleine négociation en vue du financement de l'opération. Cela n'a pas manqué d'accroître la complexité de la structure financière et juridique du projet Belwind.

Econcern étant effectivement incapable d'apporter de nouveaux capitaux propres et cherchant à céder sa participation minoritaire dans le projet, à un moment où les syndicats de faillite travaillaient de leur côté à vendre les actifs de la société pour couvrir ses engagements en cours, il s'agissait de trouver de toute urgence un investisseur de poids pour Belwind afin d'éviter les retards de construction (les travaux ne peuvent être exécutés que par temps favorable) et de garantir que les navires prévus seraient toujours disponibles. Un nouvel investisseur de premier plan a été identifié rapidement et le projet n'a subi qu'un léger retard malgré la situation difficile sur les marchés. Un accord final sur le détail de la structure financière et de la répartition des risques à la satisfaction de toutes les parties a été trouvé en juillet 2009 à l'issue

de trois jours et trois nuits de négociations ininterrompues avec une soixantaine de banquiers, juristes, conseillers et investisseurs.

Ce projet est le premier d'une série de plusieurs opérations à venir et le financement de la Banque y a joué un rôle pivot étant donné les dimensions des installations et les conditions du marché. La construction de Belwind a démarré en août et devrait s'achever au début de 2011, pour un coût total estimatif de 613,9 millions d'EUR financé à 70 % par des prêts de premier rang et à 30 % par des capitaux propres et des financements mezzanine. La Banque a apporté au total près de 50 % des liquidités, à savoir 150 millions d'EUR

pour lesquels elle assume le risque de financement sur projet et 150 millions d'EUR avec la garantie d'EKF (l'agence danoise de crédit à l'exportation). Les autres bailleurs de fonds sont notamment Rabobank, Dexia et ASN, une banque publique néerlandaise.

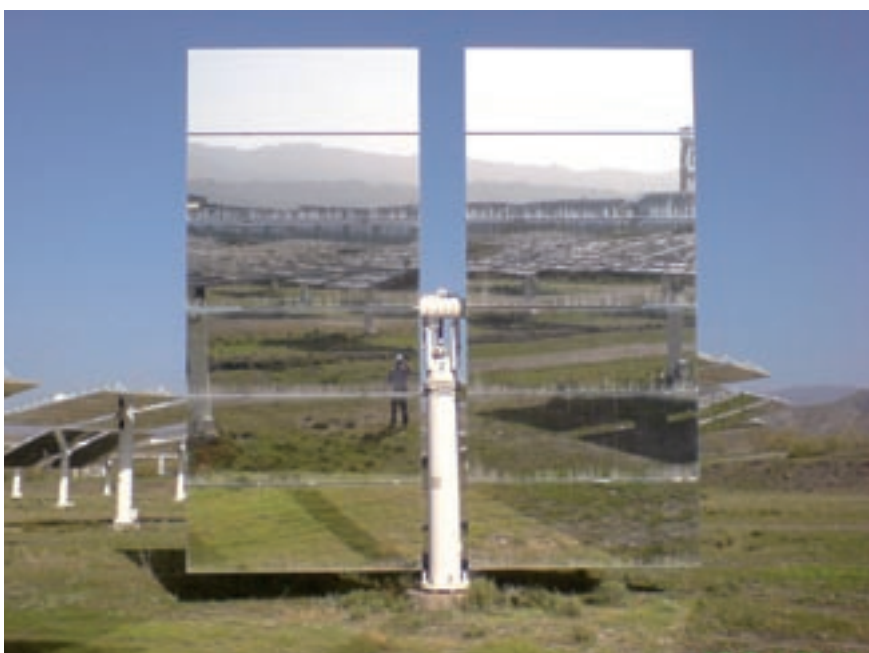
Le projet Belwind est un signal fort pour le développement de l'éolien marin en Europe d'une manière générale et un grand pas pour le secteur des énergies renouvelables en Belgique. La BEI a été distinguée pour son rôle dans le financement de Belwind et s'est vu décerner par Euromoney, en septembre 2009, le titre de « bailleur de fonds du secteur des énergies renouvelables de l'année ». ■



GEMASOLAR,

la nouvelle centrale solaire à concentration de pointe

Au cours des cinq dernières années, les énergies renouvelables ont enregistré en Espagne un taux de croissance cumulé spectaculaire de plus de 200 % par an. C'est le résultat du soutien important accordé par les pouvoirs publics (via la mise en place d'un tarif de rachat stable) et des efforts consentis par les entreprises espagnoles dans le domaine de la recherche-développement et de l'innovation (RDI).



par Gratianna Dascon, département des opérations en Espagne, Banques et entreprises



Gemasolar est la dernière née d'une série de sept centrales solaires à concentration de pointe, financées par la Banque depuis 2005. Ce projet ultramoderne ouvre la voie à une nouvelle technologie héliothermique pour la production d'électricité, une solution plus efficace que les centrales héliothermiques commerciales faisant appel à la technologie des capteurs paraboliques.

Son promoteur, Torresol Energy Investment SA, est une coentreprise entre Sener, société d'ingénierie espagnole de taille intermédiaire aux activités de RDI importantes, et Mubadala (par le biais d'une société de projet appelée Masdar), entreprise publique détenue en totalité par le gouvernement d'Abu Dhabi. Elle a été créée dans le but de devenir le chef de file mondial des installations solaires à concentration, avec des centrales dans le sud de l'Europe, en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et dans la région du sud-ouest des États-Unis (également appelée la « Sun Belt »).

Le projet s'inscrit dans une stratégie élaborée par la Banque qui associe le soutien au déploiement de centrales commerciales innovantes à des prêts RDI accordés aux entreprises ayant démontré une aptitude à faire progresser ces technologies.

Le projet Gemasolar porte sur la mise en œuvre d'une centrale solaire à concentration faisant appel à la technologie du récepteur central (ou tour solaire) la plus innovante. Les systèmes de concentration de l'énergie solaire produisent de la chaleur ou de l'électricité au moyen de plusieurs centaines de miroirs qui concentrent les rayons du soleil pour obtenir une température généralement située entre 400 et 1 000°C. Différentes technologies peuvent être utilisées pour concentrer et recueillir la lumière du soleil et la transformer en chaleur à moyenne ou haute température, comme les capteurs cylindro-paraboliques (utilisés dans d'autres projets financés par la Banque en Espagne), le récepteur central ou tour solaire, la parabole, ou les réflecteurs linéaires de Fresnel. La BEI étudie et instruit actuellement des projets faisant appel à ces quatre technologies.

La centrale Gemasolar est implantée à Séville, en Espagne, et aura une capacité de 17 mégawatts (MW). Elle constituera la première application à l'échelle commerciale, dans le monde, d'une centrale solaire à concentration basée sur le concept de tour centrale en utilisant du sel fondu comme fluide caloporteur et de stockage thermique (d'autres

projets ont opté pour des huiles synthétiques ou de l'eau comme fluide caloporteur). Le système collecteur d'énergie solaire constituera une autre innovation technologique majeure. La centrale sera équipée d'un système de stockage thermique à haute température (jusqu'à 15 heures), qui lui permettra de fournir l'électricité nécessaire pendant la nuit et les périodes nuageuses.

Si l'Union européenne est aujourd'hui un chef de file mondial du développement des centrales solaires à concentration, c'est en raison des efforts importants consentis en matière de RDI par des sociétés telles que les groupes espagnols Sener et Abengoa ou la société allemande Solar Millennium et de l'existence de structures tarifaires favorables (comme en Espagne, en France et en Italie). Dans le but de promouvoir les investissements dans les énergies renouvelables, le gouvernement espagnol a mis en place des mesures incitatives en 2004 en établissant un régime tarifaire stable, qui prévoit un subventionnement des tarifs destiné à viabiliser les projets. Des centrales solaires à concentration d'une capacité globale supérieure à 1 000 MW sont ainsi en cours de réalisation en Espagne, où des centrales commerciales d'une capacité totale de 131 MW sont déjà opérationnelles (la capacité mondiale s'élève à environ 560 MW). La centrale Gemasolar profitera de l'arrêté royal 661/2007 (ou du nouvel arrêté qui remplacera l'actuel), assorti d'un tarif garanti pendant

25 ans, ce qui devrait assurer la viabilité financière du projet.

Un dispositif standard de sûreté du financement sur projet (mise en gage des parts de l'emprunteur, des comptes bancaires et des droits conférés par les contrats relatifs au projet) et l'apport de garanties solides par le maître d'œuvre et les promoteurs et actionnaires sont des moteurs clés du déploiement de cette technologie.

Le développement des technologies appliquées aux centrales solaires à concentration est l'une des priorités du plan stratégique européen pour les technologies énergétiques (« plan SET »). Le présent projet soutient le développement d'une technologie potentiellement importante faisant appel aux énergies renouvelables et contribue ainsi à la réalisation des objectifs de l'UE en la matière. La mise au point et le perfectionnement de la technologie de la centrale solaire à concentration, l'accroissement de la capacité de production électrique des centrales individuelles, les pressions concurrentielles, le stockage thermique, les nouveaux fluides caloporteurs et les progrès réalisés en matière d'exploitation et de maintenance devraient réduire le coût futur de l'électricité produite par les centrales solaires à concentration qui, de ce fait, pourront bientôt concurrencer la production thermique des centrales à gaz de taille intermédiaire. ■



La BEI donne des ailes

à l'extension de l'aéroport de Berlin-Brandenburg

Avec l'un des plus gros prêts en faveur d'un projet d'infrastructure en Europe, la Banque participe à la mise en place d'un grand aéroport international pour la capitale allemande. Vingt ans après la chute du Mur de Berlin, ce projet, réalisé au titre des programmes symbolisant l'unité allemande, va contribuer à étendre le réseau transeuropéen de transport.

La BEI a approuvé un prêt d'un montant d'un milliard d'EUR, auquel s'ajoute 1,4 milliard mis à disposition par un certain nombre de banques locales (dont les banques KfW IPEX-Bank, Investitionsbank Berlin (IBB), Investitionsbank des Landes Brandenburg (ILB), Landesbank Berlin, Nord LB, DZ Bank et Berliner Volksbank), ce qui en fait l'un des plus gros investissements réalisés dans un projet d'infrastructure en Europe. Le prêt permettra de financer les travaux d'extension et de modernisation de l'aéroport existant de Berlin-Schönefeld pour en faire un nœud de transport international de premier plan.

« Le nouvel aéroport international de Berlin-Brandenburg International (BBI) est un projet clé financé par la BEI au titre des « Programmes de transport pour l'unité allemande ». En tant qu'aéroport desservant la capitale allemande et la région Berlin-Brandebourg, et en tant que composante du réseau transeuropéen, BBI constitue une priorité particulière pour la Banque », a commenté M. Matthias Kollatz-Ahnen, vice-président de la BEI, à l'occasion de la signature du second contrat de prêt, le 1^{er} juillet 2009. La première partie du contrat, d'un montant de 400 millions d'EUR, avait déjà été signée en décembre 2008 – le second volet portait sur les 600 millions d'EUR restants.

Le financement de la BEI permettra de doter BBI des capacités nécessaires pour répondre

à la croissance attendue du trafic aérien qu'il devra absorber suite à la fermeture des deux aéroports situés dans la ville, Tegel et Tempelhof. Du fait de l'histoire particulière de Berlin et de sa division pendant la guerre froide, la ville disposait en effet d'un réseau aéroportuaire composé de deux aéroports implantés à l'intérieur de la ville (Tegel et Tempelhof) et d'un autre à l'extérieur (Schönefeld). Ce projet créera une plate-forme de transport aérien unique qui répondra à l'ensemble des besoins de la région Berlin-Brandebourg.

Par ailleurs, la concentration du trafic aérien sur un site unique à l'extérieur de la ville aura

des effets bénéfiques importants pour l'environnement et pour la sécurité des habitants de Berlin et du Brandebourg. Le BBI devrait également avoir des retombées positives sur le développement économique d'autres régions d'Allemagne orientale relevant de l'objectif de convergence de l'UE et faisant à ce titre l'objet d'une attention particulière de la part de la BEI. L'amélioration de la desserte aérienne et la création d'emplois directs et indirects font partie des avantages immédiats que ces régions tireront du projet.

Sa viabilité économique repose sur des hypothèses prudentes de croissance du trafic et tient particulièrement compte de l'inclusion prévue de l'aviation civile dans le système d'échange de droits d'émissions de CO₂, une mesure à visée environnementale qui augmentera le coût du trafic aérien. Le projet présente un solide taux de rentabilité économique interne, sans compter les avantages pour la population, qui sera nettement moins exposée aux nuisances sonores et aux risques d'accident. L'évaluation du projet répond aux mêmes critères rigoureux que le financement d'autres aéroports européens. ■



La BEI soutient

des projets de gestion des risques d'inondation

Si les inondations sont des phénomènes naturels qui ne peuvent être entièrement évités, il est possible d'en atténuer le risque. Au cours de cette décennie, l'Europe a subi plus de 160 inondations majeures, dont les crues catastrophiques du Danube et de l'Elbe ainsi que les inondations qui ont eu lieu dans le nord du Caucase à l'été 2002, dans les Alpes à l'été 2005, le long du Danube au printemps 2006, au Royaume-Uni en 2007 et en République tchèque à l'été 2009. Ces crues ont entraîné plus de 700 décès, provoqué le déplacement de plus d'un demi-million de personnes et engendré au moins 25 milliards d'EUR de pertes économiques.

par Christoph Gleitsmann,
division Eau et protection environnementale,
direction des projets

Une augmentation de la fréquence et de l'ampleur des inondations a été observée ces dernières années en Europe et dans le reste du monde. Des experts du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC) et de l'Agence européenne pour l'environnement (EEA) partagent la conviction que les changements climatiques ont tendance à entraîner une augmentation de l'intensité pluviométrique, ce qui accroît le risque de crues soudaines. Les changements climatiques peuvent également modifier de manière significative les variations saisonnières du débit fluvial. La hausse des températures repoussera la limite des neiges dans le nord de l'Europe et dans



les régions montagneuses. Le phénomène, s'ajoutant à la diminution des précipitations sous forme de chutes de neige, aura pour conséquence une augmentation du ruissellement hivernal des fleuves du nord de l'Europe et de ceux qui sont alimentés en altitude tels que le Rhin, le Rhône, le Pô et le Danube. Par ailleurs, la fonte plus précoce des neiges au printemps entraînera une modification de la période de débit de pointe. La baisse des réserves de neige et la fonte des glaciers causeront la diminution de la quantité d'eau disponible pour compenser les bas débits en été. Sur le long terme, cependant, la plupart des hypothèses relatives au changement climatique prévoient une augmentation du débit fluvial annuel moyen et de la disponibilité en eau dans le nord et l'est de l'Europe. À l'inverse, le ruissellement moyen des fleuves du sud de l'Europe devrait diminuer. En particulier, la disponibilité en eau dans certains bassins fluviaux de la région méditerranéenne qui souffrent déjà de stress hydrique pourrait se trouver nettement réduite.

La plupart des bassins fluviaux d'Europe s'étendant sur plusieurs pays, une meilleure gestion des risques d'inondation implique la mise en œuvre d'actions concertées au niveau européen. Ces dernières années, la Commis-

sion européenne a intensifié ses efforts pour que la prévention des crues occupe une place plus importante dans la politique de l'eau de l'UE. La directive-cadre pour le secteur de l'eau a été complétée par la directive « Inondations » en 2007, qui exige des États membres qu'ils (i) mènent une évaluation des risques d'inondation de leurs bassins fluviaux et zones côtières, (ii) établissent des cartes des risques de crue, et (iii) aient préparé d'ici à 2015 des plans de gestion intégrée des risques d'inondation. Elle les contraint en outre à coordonner leurs pratiques en matière de gestion des risques pour les bassins fluviaux partagés, notamment avec des pays tiers, et, pour des raisons de solidarité, à ne pas prendre de mesures entraînant une augmentation du risque d'inondation dans les pays voisins. De tels efforts devraient non seulement faciliter l'échange d'informations relatives aux inondations et la coordination des efforts de prévention entre les États membres, mais également encourager la participation du public au processus de planification et contribuer à sa sensibilisation aux risques d'inondation. D'autres actions communes européennes sont attendues, à la suite de la publication, en avril 2009, du livre blanc de la Commission, intitulé « S'adapter au changement climatique : vers un cadre d'action européen ».

Face à l'augmentation du risque et de la survenance d'inondations en Europe, la BEI met en œuvre un plan d'action en trois volets :

(1) Conformément à la politique approuvée en matière de projets d'après-catastrophe et en vue de compléter les instruments d'aide non remboursable de la Commission européenne, la BEI propose des financements rapides aux pays affectés par des inondations aux conséquences désastreuses, tels que, ces dernières années, la Pologne, la République tchèque, l'Allemagne, l'Autriche, la Roumanie, l'Italie et la France. De tels projets prennent souvent la forme de prêts-cadres destinés principalement à la reconstruction d'infrastructures endommagées dans différents secteurs. La valeur ajoutée financière provient des conditions particulières de ces prêts, notamment liées à la longue durée des prêts et au financement de 100 % des coûts éligibles.

(2) La BEI élabore et soutient des projets de gestion des risques d'inondation visant à at-

ténuer davantage ces risques ainsi qu'à améliorer la protection des grandes conurbations et d'infrastructures essentielles. L'un des projets prioritaires, actuellement réalisé en République tchèque, où la Banque a approuvé le financement d'un investissement total de 750 millions d'EUR, consiste à mettre en œuvre la stratégie nationale de prévention des inondations et, ainsi, à protéger près de 800 000 habitants de régions exposées aux crues, d'ici à 2012. De tels projets présentent un fort potentiel de valeur ajoutée et nécessitent un temps de préparation important. Les procédures élaborées au cours de la première phase de mise en œuvre du projet en République tchèque ont été intégrées aux réglementations du ministère pour les projets à venir et ont été présentées comme modèle aux gouvernements intéressés, notamment parmi les nouveaux pays membres de l'UE.

(3) La Banque contribue à la diffusion des meilleures pratiques en matière de gestion des risques d'inondation, entre autres via la publication sur son site, en 2008 du « Guide de la BEI sur la gestion des risques d'inonda-

tion ». Ce guide et les activités de la Banque dans ce domaine ont été présentés lors de plusieurs conférences spécialisées, notamment à la réunion des directeurs « Eau » de l'UE et d'experts de l'eau, à Brno en mai 2009, où la mise en œuvre de la directive « Inondations » a été particulièrement mise en avant.

La BEI suit une démarche volontariste de soutien à la préparation et à la mise en œuvre de projets d'aide aux zones touchées par les crues et de gestion des risques d'inondation. Cette gestion est perçue comme un élément essentiel de la stratégie de la Banque en matière de soutien à l'adaptation aux changements climatiques, conformément au livre blanc de la Commission et en vue de la préparation de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique, qui aura lieu à Copenhague en décembre 2009. ■

Au-delà d'un raisonnement à court terme

L'autoroute du Baixo Alentejo, dont la construction a fait l'objet d'un appel d'offres remporté par le consortium Iridium/Dragados/Edifer et pour laquelle un prêt a été signé en janvier 2009, n'est certes pas la plus grande ni la plus longue, mais elle met en lumière le rôle important joué par la BEI qui a su mener à bien des projets en dépit du contexte actuel de crise financière.

par Manuel Neto Pinto

Le projet d'autoroute du Baixo Alentejo, qui comprend la construction / la mise à niveau et l'entretien d'environ 344 km de routes dans le sud-est du Portugal, complète le triangle formé par le complexe industriel du Port de Sines, le nouvel aéroport international de Beja et l'Alqueva (le plus vaste lac artificiel d'Europe occidentale). La plus grande partie du projet relève du Réseau transeuropéen de transport (RTE-T). C'est une infrastructure importante qui contribuera à promouvoir le développement de la région, à faire baisser de plus de 15 % le taux de mortalité sur les routes concernées et à améliorer l'accès à une liaison transfrontalière. De plus, ce projet devrait générer des emplois équivalant à environ 7 900 années-personne au cours de



la phase de construction, ce qui n'est pas à négliger en période de récession.

Le projet revêt la forme d'un contrat de concession de type « conception, construction, financement et exploitation », d'une durée de 30 ans, conclu avec Estradas de Portugal, la société chargée de gérer le réseau autoroutier portugais. Il s'inscrit dans la dernière vague de concessions routières au Portugal et présente une structure de recettes hybride, conjuguant redevances de disponibilité, péage fictif et certaines caractéristiques des projets à péage réel.

L'absence de niveau d'engagement significatif au stade des meilleures offres finales, l'incertitude persistante sur les marchés financiers durant les mois qui ont suivi et un calendrier imposé de l'extérieur se sont traduits par des conditions d'après négociations pour les promoteurs.

L'intervention de la BEI a permis de maintenir le financement global dans des limites acceptables pour toutes les parties concernées. Tandis que la volonté de la Banque de contribuer aux prêts de premier rang à hauteur de

50 % garantissait l'assise du financement, ce sont l'utilisation ciblée de deux instruments financiers spéciaux de la BEI, l'Instrument de garantie de prêt pour les projets relevant du réseau transeuropéen de transport (LGTT) et le Mécanisme de financement structuré (MFS), ainsi que l'expérience de l'équipe interdirectionnelle du projet qui ont habilité la BEI à piloter la totalité du financement au-delà d'une perspective à court terme.

Le LGTT est un instrument financier innovant conçu et mis en place conjointement par la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement (BEI) dans le but d'encourager le secteur privé à participer plus largement au financement des infrastructures du réseau transeuropéen de transport (RTE-T). Le projet d'autoroute du Baixo Alentejo est la seconde opération au Portugal à bénéficier du LGTT, illustrant ainsi l'esprit pionnier du marché portugais. C'est en effet dans ce pays qu'a eu lieu la première opération faisant intervenir le LGTT il y a environ huit mois (concession autoroutière « IP4 Amarante Vila Real »).

La BEI a mis en place le Mécanisme de financement structuré (MFS) afin de pouvoir adap-

ter les types de financement aux exigences des projets présentant un risque élevé et de poursuivre ses opérations de prise de participation et de garantie en faveur de projets relatifs à des infrastructures de grande ampleur. Le MFS a pour vocation d'apporter une valeur ajoutée aux projets prioritaires en complétant les prêts des banques commerciales et les ressources provenant des marchés de capitaux. Ces opérations sont réalisées principalement dans les pays de l'Union européenne, mais elles peuvent également concerner des pays non membres.

La Banque a mis à disposition une enveloppe de 200 millions d'EUR au titre du MFS et une autre de 25 millions d'EUR au titre du LGTT (l'enveloppe de 15 millions d'EUR initialement approuvée ayant été augmentée à la demande des promoteurs et partenaires financiers).

Des signes de reprise se profilant à l'horizon, il est facile de minimiser les difficultés que les promoteurs et les autorités de concession ont rencontrées il y a quelques mois à peine pour faire démarrer les projets. Il faut espérer que ces difficultés disparaîtront aussi vite qu'elles sont venues. ■

À l'extérieur de l'UE

Le savoir-faire hydrique de la BEI

au service de la Jordanie

L'image de la Jordanie est intimement liée à l'eau, au monde méditerranéen, à la mer Rouge, à la mer Morte et au mythique fleuve Jourdain qui lui a donné son nom. À tel point que l'on peine à croire que le pays est en réalité l'un des quatre plus arides de la planète, avec la Tanzanie, le Soudan et l'Éthiopie. Pourtant, plus de 80 % du territoire de ce pays millénaire sont abandonnés au désert. Même s'il prend en Jordanie les formes somptueuses d'une terre de sable ocre ou d'une cité perdue sculptée dans des falaises de grès rose, en bordure d'une mer de sel.

par Marianne Roda, division Communication interne





En mai 2009, la BEI a accordé un prêt de 100 millions d'USD à l'État jordanien pour lui permettre de construire un aqueduc stratégique qui acheminera de l'eau puisée dans une immense nappe enfouie sous le désert. En plus de son ingénierie financière, la BEI a mis son savoir-faire hydrique de tout premier plan au service de la Jordanie, l'accompagnant dans une réforme à long terme de sa politique de l'eau.

Le Royaume hachémite a lancé plusieurs plans d'urgence pour tenter d'empêcher sa désertification totale. Il mise notamment sur un gigantesque projet d'un milliard d'USD, ce nouvel aqueduc qui reliera Disi, dans le sud du pays, à Amman.

Il existe en effet une immense réserve d'eau douce à environ 500 mètres sous le désert de Disi, constituée goutte à goutte depuis l'ère pléistocène des glaciations. Cette réserve contient assez d'eau potable pour alimenter Amman pendant une cinquantaine d'années. Actuellement, cette précieuse ressource est pompée principalement à des fins d'irrigation au milieu du désert, parfois pour des cultures très gourmandes en eau comme les agrumes, les bananes et les tomates.

La BEI accompagne une refonte à long terme de la politique de l'eau de la Jordanie

La BEI a donc soutenu financièrement le projet, qu'elle a d'ailleurs contribué à structurer sous forme de partenariat public-privé, le premier de ce type dans le secteur de l'eau en Jordanie. Mais l'accompagnement de la banque de l'Union européenne est global et

de longue haleine, puisqu'elle a également veillé à ce que cet aqueduc s'intègre dans une politique nationale de l'eau, qui soit cohérente à long terme.

Un ingénieur de l'eau de la BEI, de surcroît spécialiste de la Jordanie, a donc collaboré pendant plusieurs mois avec le ministère de l'eau et de l'irrigation pour mettre en place, ensemble, des mesures de rééquilibrage, à l'échelle du pays, entre irrigation et eau domestique, ainsi qu'une refonte corrélative des tarifs de l'eau. Ces mesures permettront aussi de réguler le pompage excessif des réserves d'eau peu profondes du nord du pays afin de les laisser se reconstituer, préservant ainsi plus longtemps les réserves naturelles du pays. Toutes ces mesures ont été intégrées dans l'ambitieuse politique de l'eau appelée *Water for Life* que la Jordanie prévoit de mener jusqu'en 2022.

Par ailleurs, l'aqueduc Disi-Amman lui-même a été pensé à long terme. Une option a soigneusement été aménagée qui permettrait de le relier un jour à une éventuelle usine de dessalement installée sur la mer Rouge, qui pourrait constituer dans plusieurs décennies une ultime source d'eau potable pour la Jordanie.

Enfin, la BEI étudie actuellement la possibilité d'accorder un deuxième prêt à la Jordanie pour l'aider à colmater les nombreuses fuites de son réseau de distribution d'eau. La banque de l'Union européenne est donc aux côtés du Royaume hachémite pour de nombreuses années à venir.

Les Jordaniens disposent en moyenne de 145 mètres cubes d'eau par personne et par an.

C'est ce que consomment les Européens en une dizaine de jours. Amman est approvisionnée en eau une fois par semaine pendant quelques heures. Le réchauffement climatique et la croissance démographique aggravent encore l'urgence de la situation. L'eau est l'or bleu de la Jordanie, la clé de son économie de services, la condition de sa survie.

La BEI en Méditerranée

La BEI dispose d'un bras financier dédié à ses activités en Méditerranée, la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP). Opérationnelle depuis octobre 2002, la FEMIP a pour mission de promouvoir le développement de neuf pays, l'Algérie, l'Égypte, Gaza-Cisjordanie, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Syrie et la Tunisie, dans le cadre de la politique européenne de voisinage. Ses deux priorités d'investissement sont le soutien au secteur privé, moteur d'une croissance durable, et la création d'un environnement propice à l'investissement, par des infrastructures performantes et des systèmes bancaires adaptés. ■

La BEI, membre fondateur du Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée

La Banque européenne d'investissement a lancé le 9 octobre dernier, conjointement avec la Banque mondiale, les gouvernements égyptien, français, jordanien, libanais, marocain et tunisien et la Ville de Marseille, le Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée (CIM).

par Henry Marty-Gauquié, représentant du Groupe BEI à Paris



Les membres fondateurs et partenaires du CIM à l'issue de l'Assemblée générale constitutive. Au premier plan : Shamshad Akhtar, vice-présidente de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) à la Banque mondiale et Philippe de Fontaine Vive, vice-président de la BEI.

Le Centre répond à l'ambition des acteurs du développement, tant internationaux que des pays du nord et du sud de la Méditerranée, d'unir leurs efforts pour participer conjointement à la modernisation des politiques publiques dans les secteurs prioritaires du développement chez les pays partenaires méditerranéens.

Les champs d'intervention du Centre comprennent une quinzaine de programmes d'assistance technique répartis entre cinq secteurs couvrant :

- le développement spatial urbain ;

- le développement durable et la prévention du changement climatique ;
- les transports et la logistique ;
- le capital humain : compétences, emploi et mobilité des travailleurs, y compris les jeunes ;
- l'économie de la connaissance : soutien à l'innovation et aux PME.

Un outil innovant, agissant en « réseau de réseaux »

La création du CIM, inauguré à Marseille le 9 octobre dernier, est novatrice à plus d'un

titre : d'une part, parce qu'elle *mutualise les efforts des acteurs du développement* en Méditerranée sur ces sujets de première importance ; d'autre part, parce qu'elle *démultiplie la réflexion en rassemblant des expertises très diverses et complémentaires* : les acteurs financiers du développement en Méditerranée – européens, multilatéraux et bilatéraux – dialogueront sur ces questions avec les institutions des pays partenaires en charge des politiques publiques, les réseaux universitaires spécialisés dans l'économie du développement (tels que le FEMISE, l'ETF, l'UniMed, etc.), les organisations des Nations unies (telles que le Fonds pour l'environnement mondial, le PNUD, le PNUE et le PAM, l'ONUDI, etc.) et la société civile, dont les organisations représentatives des milieux d'affaires et des collectivités territoriales.

Au total, ce sont une vingtaine de partenaires qui participent, en agissant en « réseau de réseaux », à la réalisation des programmes de recherche et d'assistance technique menés par le Centre.

Enfin, et c'est sans doute le plus important, les pays partenaires qui le souhaitent (cinq, actuellement, et potentiellement d'autres) sont pleinement associés non seulement à l'identification des actions, mais aussi à leur mise en œuvre, ce qui donne au partenariat incarné par le CIM une nouvelle dimension, gage d'une relation plus équilibrée et plus féconde.

La BEI impliquée dans 6 activités

Membre fondateur du Centre, la BEI est impliquée directement dans la réalisation de 6 des 15 programmes figurant à l'agenda du Centre. Ainsi, elle assume la direction des trois programmes suivants :

- la rénovation urbaine patrimoniale (dans le cadre de son initiative « Médinas 2030 », voir ci-dessous),
- l'organisation du système logistique de transports en Méditerranée (dans le cadre de son initiative « Logismed »),
- le financement de l'innovation et le soutien aux politiques de développement des parcs scientifiques (en prolongement de son expérience forgée sur le projet « Technopoles de Tunisie »).

Parallèlement, la Banque contribue activement à trois autres programmes que sont : la planification et le développement des transports urbains durables, dirigé par l'Agence française de Développement (Afd); l'appui aux politiques de formations professionnelle et de

base, conduit par le réseau FEMISE¹ ; les politiques soutenables de gestion de l'eau, mises en œuvre par l'Afd.

Une gouvernance légère pour une période expérimentale de 3 ans

Plateforme multipartenariale d'assistance technique, le CIM est créé pour une période expérimentale de 3 ans (2009-2012), à l'issue de laquelle une évaluation indépendante éclairera la décision des membres fondateurs sur la forme et le contenu futurs des activités du Centre.

Doté d'une structure légère de coordination et de gouvernance des activités, le Centre a

pour organe suprême un conseil d'orientation stratégique composé de 12 personnalités éminentes de la société civile et des milieux institutionnels des pays du sud et du nord de la Méditerranée. Ce conseil est animé par la coprésidence du ministre Abdelhamid Triki, secrétaire d'État à la coopération internationale à l'investissement étranger de Tunisie, et de M. Philippe de Fontaine Vive, vice-président de la BEI. ■

¹ Dans le cadre du partenariat renforcé signé entre la BEI et ce réseau le 7 juillet dernier.



Séminaire « Médinas 2030 »

Faire renaître les villes patrimoines de la Méditerranée

La BEI a organisé les 8 et 9 octobre 2009 à Marseille un séminaire sur la réhabilitation des centres historiques autour du bassin méditerranéen. Plus de 175 participants, parmi lesquels des élus locaux, des représentants de l'administration, des opérateurs et des bailleurs de fonds, ont pris part à cette manifestation qui s'est tenue dans le cadre de la Semaine Économique de la Méditerranée.

par Jihane Hakimi, département des pays voisins et partenaires de l'Europe

État des lieux : des centres-villes menacés

Les vieilles villes sont des lieux référentiels du patrimoine culturel, de l'histoire et de la mémoire identitaire des pays du bassin méditerranéen. Elles représentent un capital patrimonial et identitaire irremplaçable et recèlent un potentiel économique important. Toutefois, les centres-villes historiques (ou *médinas*





Philippe de Fontaine Vive, vice-président de la BEI, s'adressant à l'assistance lors de la séance inaugurale



Inauguration de l'exposition « Médinas 2030 » par le vice-président de la BEI et Daniel Hermann, adjoint au maire de la ville de Marseille

dans les pays du Maghreb) subissent des transformations multiples, notamment au niveau démographique, avec la densification de leur tissu urbain. Ils font également l'objet d'une détérioration de leurs infrastructures et du bâti. Au niveau économique, les métiers traditionnels disparaissent, accentuant de ce fait la paupérisation et la marginalisation des habitants des quartiers historiques.

Plusieurs opérations de rénovation urbaine ont été menées au cours des vingt dernières années en Méditerranée, sans toujours aboutir à des résultats satisfaisants. Il existe en effet une véritable difficulté à gérer et à financer durablement des projets de rénovation d'envergure. Les villes historiques abritent souvent des populations à faible revenu, incapables de supporter les coûts d'entretien et de conservation. Le manque d'expertise technique dans le domaine de la réhabilitation ainsi que la multiplication des intervenants ont également contribué à l'échec de ces opérations.

À partir de l'expertise développée par la Banque dans le domaine de la rénovation urbaine au sein de l'Union européenne, la FEMIP¹ a lancé l'initiative « Médinas 2030 » lors d'une conférence internationale en marge de la Biennale architecturale de Venise en octobre 2008. Financée par le Fonds fiduciaire de la FEMIP, cette initiative prône une nouvelle « philosophie » de la réhabilitation urbaine, fondée sur la nécessité de situer ces opéra-

tions dans une perspective à moyen ou long terme en réalisant des investissements « patients ». Un an après la conférence de Venise, le séminaire de Marseille avait pour objectif de faire un premier point sur l'initiative Médinas 2030 et de mieux identifier les attentes des principaux acteurs intervenant dans le secteur de la réhabilitation urbaine.

Améliorer la qualité de vie des habitants : objectif premier de la réhabilitation urbaine

Le séminaire FEMIP s'est articulé autour de quatre sessions. La première était consacrée aux maires, qui ont évoqué les problématiques auxquelles ils font face lors de la conduite d'une opération de rénovation urbaine. La deuxième session a mis l'accent sur la relation entre l'administration centrale et les municipalités, ainsi que sur l'interaction entre ces deux niveaux, national et local. La troisième session a été celle des opérateurs, qui ont présenté les leçons à tirer des échecs et des réussites des précédentes expériences de réhabilitation. La dernière session a permis aux bailleurs de fonds de se pencher sur la question des mécanismes financiers à mettre en place ainsi que sur le rôle du secteur privé.

Ce rendez-vous marseillais a permis de dégager un consensus des décideurs publics des pays de la Méditerranée autour de l'utilité du programme d'échange et de recherche Médinas 2030. Les participants ont mis l'accent sur la nécessité de mieux impliquer les populations concernées dans le processus de réhabilitation urbaine, parce qu'au-delà de la conservation du patrimoine, le principal défi des opérations de réhabilitation consiste à

développer l'économie locale mais surtout à satisfaire les besoins des résidents. Les participants ont également encouragé la mise en œuvre d'un processus de consultation en vue de la création d'un cadre financier adapté aux opérations de réhabilitation des centres historiques.

Sensibiliser le grand public

En marge du séminaire, la Banque a organisé une exposition sur le thème de la réhabilitation des centres urbains historiques. Hébergée par la Bibliothèque régionale de l'Alcazar à Marseille, cette exposition destinée au grand public avait pour objectif de vulgariser une problématique complexe. Son inauguration, le 8 octobre, a donné lieu à une conférence de presse et rassemblé des personnalités du monde de la culture et des médias, ainsi que les participants au séminaire Médinas 2030. Cette exposition itinérante fera par la suite escale dans plusieurs villes du bassin méditerranéen. ■

¹ La Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) regroupe tous les instruments d'intervention de la BEI dans les pays partenaires méditerranéens : Algérie, Égypte, Gaza/Cisjordanie, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie et Tunisie.

Le groupement énergétique régional d'Afrique de l'Ouest



En Afrique de l'Ouest, les pays côtiers sont naturellement mieux dotés en ressources énergétiques que les pays sans littoral du Sahel. Les premiers, qui ont accès à de l'énergie hydraulique et à des combustibles ou à du gaz meilleur marché, sont des exportateurs nets d'électricité, tandis que les seconds, confrontés à de fortes dépenses de combustibles pour la production d'électricité thermique en raison des coûts de transport, sont en situation de déficit énergétique.

par Eve Walter, département Afrique, Caraïbes, Pacifique – Facilité d'investissement

Le *West African Power Pool* (WAPP – groupement énergétique régional d'Afrique de l'Ouest) a été créé en 1999 pour relier ces pays les uns aux autres en vue de permettre des échanges d'électricité au bénéfice de tous et de résoudre ainsi les problèmes de pénurie en Afrique de l'Ouest. Ses membres sont les pays appartenant à la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest¹). La raison d'être du WAPP est l'instauration d'un marché régional de l'électricité en Afrique de l'Ouest, par l'élaboration et la réalisation de projets d'infrastructure qui favorisent les échanges d'électricité entre ses États membres et offrent à tous un accès à des ressources énergétiques d'un coût abordable.

Le secteur de l'électricité étant la pierre angulaire du développement économique, la BEI est partenaire de longue date du WAPP, par l'intermédiaire de sa division Afrique occidentale. Le WAPP organise régulièrement des réunions de coordination avec les donateurs, à l'occasion desquelles il passe ses activités en revue et présente notamment des projets prioritaires dans le domaine de l'électricité en vue de lever les fonds nécessaires. En mai 2004, la Banque a accueilli l'une de ces réunions de coordination dans ses locaux du Kirchberg. Plus récemment, elle a pris part à la 16^e réunion de coordination des donateurs, qui s'est tenue le 29 septembre de cette année à Cotonou.

Au fil des années, grâce à son rôle de premier plan, le WAPP a réalisé d'importants progrès en matière de coopération et d'intégration régionales dans le secteur de l'électricité en Afrique de l'Ouest. Néanmoins, les besoins sont considérables et vont croissant en raison d'un très faible niveau d'accès à l'électricité (17 % en moyenne) et d'une forte croissance démographique.

La Banque participe activement au financement d'un certain nombre de projets prioritaires du WAPP en cours de réalisation (l'interconnexion entre Aboadze et Tema au Ghana, l'interconnexion entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, le projet *West African Gas Pipeline*, destiné à alimenter le Ghana, le Togo et le Bénin en gaz naturel du Nigeria, et les centrales hydroélectriques de Manantali et Félou). En outre, elle a financé un certain nombre d'études de préinvestissement pour les projets d'interconnexion prioritaires du WAPP, soit sur ses ressources propres, soit par le biais du partenariat ACP-UE pour les infrastructures (Ghana-Burkina Faso-Mali, Côte

d'Ivoire-Libéria-Sierra Leone-Guinée, Côte d'Ivoire-Ghana). Lorsque les résultats de ces études seront disponibles et sous réserve que les projets soient éligibles, la Banque s'efforcera de participer à leur financement. Un certain nombre d'autres projets prioritaires du WAPP en préparation sont également suivis de près par la Banque, tels que le projet de l'OMVG (Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie), qui associe la production et le transport d'électricité d'origine hydraulique entre le Sénégal, la Gambie et la Guinée, ou la centrale hydroélectrique de Gouina, dont le promoteur est l'OMVS² (Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal).

En contribuant au financement de ces projets prioritaires, la Banque a joint ses efforts à ceux du WAPP et des autres donateurs pour renforcer la production et les échanges d'électricité et permettre ainsi aux États membres de la CEDEAO d'avoir accès à des ressources énergétiques d'un coût abordable. En soutenant les activités du WAPP, la Banque participe, au bout du compte, à la création d'un secteur de l'électricité performant au sein de la CEDEAO, ce qui devrait encourager la croissance économique et contribuer à réduire la pauvreté. ■

¹ Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo.

² Les membres de l'OMVS sont la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal.



La BEI soutient la présence stratégique du groupe VW en Amérique latine et en Asie

Le soutien accordé traditionnellement par la Banque aux entreprises de l'UE ne se limite pas à des prêts à l'appui d'objectifs de politique générale au sein de l'Union : il peut également inclure des produits – notamment au titre du mandat ALA – destinés à soutenir les investissements stratégiques et à renforcer la compétitivité des entreprises de l'UE sur des marchés clés d'Amérique latine et d'Asie. Les deux prêts qui viennent d'être accordés à des filiales du groupe VW en Inde et en Argentine, au titre du mandat de prêt en faveur de l'Amérique latine et de l'Asie (ALA IV), qui permet à la Banque de soutenir la présence de l'UE dans ces régions par le biais d'investissements étrangers directs et de transferts de technologies et de savoir-faire, en sont un bon exemple.

par Sunita Lukkhoo et Fernando Torija, département Amérique latine et Asie



En Argentine, la Banque a prêté 170 millions d'EUR, dans le cadre d'un cofinancement avec la KfW, à l'appui de la production mondiale, dans une usine existante de la périphérie de Buenos Aires, de véhicules commerciaux légers, conçus pour transporter à la fois des marchandises et des passagers et spécialement adaptés à l'état des routes dans les pays en développement. Le nouveau véhicule sera conforme aux normes de sécurité les plus récentes et équipé d'un groupe motopropulseur faisant appel aux toutes dernières technologies mises au point par VW, ce qui permettra de réduire sa consommation de carburant et ses émissions de dioxyde de carbone et de créer ainsi un nouveau véhicule de référence dans cette catégorie.

En Inde, la BEI a octroyé un prêt de 100 millions d'EUR, dans le cadre d'un cofinancement avec la SFI et la KfW, pour financer en partie la construction, dans l'État du Maharashtra, d'une nouvelle usine automobile où la société produira trois modèles de petite taille. VW est déjà présent en Inde, où le groupe exploite une usine de montage à Aurangabad. Le projet donnera à VW la possibilité d'accroître la part de marché (encore modeste) qu'il détient actuellement en produisant localement ses modèles de petite taille destinés à être commercialisés à grande échelle et spécialement adaptés à une économie émergente, tout en répondant aux préférences de la clientèle et à la nécessité de maintenir les coûts unitaires à un niveau très bas. Les nouveaux modèles seront équipés de moteurs modernes, utilisant les technologies les plus efficaces sur le plan des émissions et compatibles avec la qualité du carburant disponible sur place. VW sera ainsi capable de fabriquer, en Inde, des véhicules capables de respecter la législation plus sévère que ce pays va introduire à compter d'avril 2010 en matière d'émissions de gaz à effet de serre.

Dans les deux cas, une attention particulière a été portée aux normes sociales et environnementales du mode de production, ainsi qu'à l'efficacité du produit fini sur le plan des émissions. Les deux projets permettront d'introduire des techniques de fabrication ultramodernes dans ces pays émergents et déboucheront sur la mise au point de produits qui amélioreront les normes de leurs segments respectifs en matière d'efficacité et d'émissions.

Comme tout prêt ALA, le financement de la BEI en faveur de ces projets contribue

également au développement économique de l'Inde et de l'Argentine, dans un contexte de difficultés économiques mondiales.

Outre le fait d'avoir été structurés à une période difficile dans des marchés émergents, ces prêts en faveur de filiales de VW en Argentine et en Inde marquent également une étape importante pour l'activité

de la Banque dans ces deux pays. Le prêt octroyé en Inde est le premier financement destiné à une entreprise indienne du secteur privé depuis l'accord-cadre signé avec le pays en 1993, tandis que le prêt accordé en Argentine marque la reprise de l'activité de la BEI dans ce pays depuis la crise économique de 2001, qui l'avait durement touché. ■



Obligations coopératives à taux variable :

la BEI travaille avec des banques du secteur coopératif pour lutter contre la crise



La recherche continue de nouvelles sources de financement, l'un des points clés de la stratégie de refinancement de la BEI, prend toute sa valeur en période de tourmente financière. Tout récemment, entre juillet et octobre 2009, trois émissions d'obligations à taux variable (ou FRN, pour *floating rate notes*) dites « coopératives » ont été lancées ou rouvertes pour un total de 4,25 milliards d'EUR, montant exceptionnellement élevé pour ce type d'instrument.

par Aldo M. Romani, département
Marchés des capitaux

Pour la première fois, le syndicat chargé de placer les titres était entièrement constitué de banques européennes du secteur coopératif et mutualiste et également, pour une opération de réouverture, du secteur des caisses d'épargne (dix et neuf établissements respectivement, de six pays différents). Cette approche a permis d'avoir accès, dans de bonnes conditions d'efficacité, aux liquidités et aux réseaux de distribution très denses de petites banques régionales, et d'atteindre ainsi au lancement de chacun des emprunts le milliard d'EUR qui fait les opérations de référence, et ce pour des durées inhabituellement longues (5,5, 7,5 et 10,5 ans). En l'absence d'autres titres de référence pour le compartiment, les FRN coopératives ont animé un marché secondaire

auquel elles ont apporté de la transparence, facilitant le suivi des opérations des investisseurs et l'émission ultérieure de nouvelles tranches à des conditions adaptées à la demande. Si l'on prend par ailleurs en compte l'économie des frais de swap pour la Banque (les coupons variables n'ont pas besoin d'être couverts contre les variations des taux d'intérêt), ces facteurs ont abouti à ce que le coût des titres soit substantiellement moins élevé que celui des obligations à taux fixe.

Outre leur contribution notable au programme 2009 de collecte de ressources – le plus volumineux à ce jour –, les FRN coopératives sont importantes à deux autres titres également, qui mettent en lumière la spécificité du rôle de la BEI en tant que pilier des politiques publiques de l'UE et contribuent à la faire reconnaître comme un instrument de l'*oikonomia* (au sens aristotélicien, c'est-à-dire l'art de fournir les moyens nécessaires à la bonne santé de la société), par opposition à la chrématistique qui recouvre la pratique largement répandue de la spéculation à des fins purement personnelles.

D'une part, la BEI a favorisé le transfert de ressources financières vers l'économie réelle, à un moment où l'acheminement direct des abondantes liquidités des banques centrales via les banques commerciales est entravé par des primes de risque très importantes, des taux d'intérêt réels à moyen et long terme élevés et des capacités de production excédentaires. Les FRN coopératives présentent des attraits (la qualité de crédit de la BEI, une pondération pour risques égale à zéro, une instabilité des prix limitée, une cessibilité supérieure à la moyenne, une admissibilité à titre de sûreté réelle pour les opérations monétaires de l'Eurosystème) et sont un vec-

teur idéal d'investissement de la trésorerie des banques lorsque la rémunération des liquidités excédentaires sur le marché monétaire est minimale (Euribor à 3 mois à 0,74 %). Parallèlement, le fait que la BEI ne poursuit pas de but lucratif, qu'elle a une capitalisation solide et qu'elle joue un rôle officiel dans le contexte du plan européen de relance économique donne l'assurance que le produit des emprunts est affecté aux bons secteurs sous la forme de prêts à moyen et long terme en faveur de projets particulièrement indispensables pour contrer les effets de la crise.

D'autre part, les FRN coopératives s'inscrivent dans le prolongement d'une approche inaugurée en Italie en 2008 avec une émission d'obligations « populaires » à l'intention des particuliers qui ont été placées exclusivement par les banques populaires. Ces initiatives témoignent de ce que la BEI a pris à point nommé toute la mesure de l'intérêt des grandes banques coopératives (Banca Popolare di Milano, Crédit Agricole et DZ Bank) pour les marchés des capitaux, ainsi que des synergies dont elles tirent parti grâce à la fusion ou à la mise en réseau de leurs activités ; elles reflètent aussi les efforts déployés par la Banque pour approfondir sa collaboration avec ces institutions dans le but de soutenir le crédit aux PME. Les ressources collectées par la BEI sont ainsi redéployées en faveur de l'économie locale via des intermédiaires proches des petits porteurs et emprunteurs. Comme G. W. Raiffeisen l'affirmait en 1866, ce n'est qu'à travers des partenariats que l'on peut réunir les ressources nécessaires pour financer les acteurs économiques au niveau local. À 140 ans de distance, les FRN coopératives confèrent à ce principe une dimension paneuropéenne, démontrant ce que Heinrich Heine nommait « la force des idées ». ■

Une approche directe pour la collaboration en matière de recherche

Les relations institutionnelles de la BEI avec le milieu universitaire prennent, pour l'essentiel, la forme de trois programmes d'action spécifiques en faveur de la recherche. L'un de ces programmes, appelé STAREBEI, implique une collaboration directe entre un agent de la BEI et un étudiant en doctorat ou un chercheur postdoctoral d'une université basée dans l'UE.

par Thomas Ribarits, département Risques financiers et opérationnels

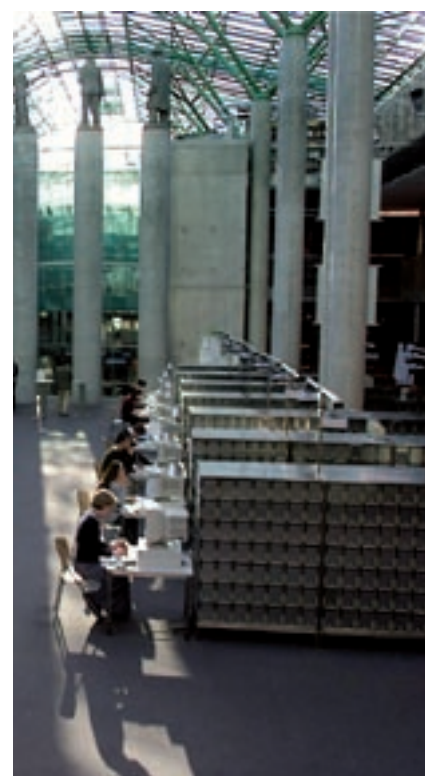
STAREBEI, acronyme de « **Stage de Recherche à la BEI** », est un programme par lequel la BEI finance un jeune chercheur pour travailler sur un projet conjoint entre la BEI et son université. Les candidats retenus ont la possibilité d'effectuer un stage de recherche dans les locaux de la Banque. Les caractéristiques principales de STAREBEI sont les suivantes :

- **les stages ont une structure assez légère, sans bureaucratie** : ils impliquent un chercheur, un tuteur universitaire et un tuteur de la BEI ;
- **ils sont d'une durée limitée** : de six mois à un an ;
- **ils impliquent, de la part du chercheur, des visites régulières à la BEI** : au minimum 10 % de la durée du projet doivent être passés à la BEI. Le tuteur universitaire a naturellement la possibilité de se rendre également à la Banque ;
- **ils exigent une collaboration relativement intense** : le tuteur de la BEI « s'implique » vraiment. L'initiative de recherche elle-même doit émaner des services de la Banque (c'est-à-dire du futur tuteur de la BEI) et des

progrès visibles doivent être accomplis dans les travaux relatifs au projet.

À titre d'exemple, la BEI a récemment mené à bien un projet d'un an dans le domaine de la **modélisation des taux d'intérêt**, dans le cadre duquel deux types de modèles différents ont été examinés de près : les modèles Heath-Jarrow-Morton, qui ne font pas appel à l'arbitrage et sont souvent utilisés pour fixer le prix des produits dérivés de taux d'intérêt, et les modèles NelsonSiegel, qui permettent l'arbitrage, mais offrent d'autres avantages. Le projet a révélé que ces deux modèles sont en réalité étonnamment proches. Deux approches relativement différentes des taux d'intérêt ont donc été réunies pour constituer une sorte de « synthèse ». Suite à des présentations à l'intérieur et à l'extérieur de la BEI, un rapport de recherche a été soumis à l'*International Journal of Theoretical and Applied Finance*¹.

« Le projet STAREBEI est devenu un partenariat gagnant-gagnant pour tous ses participants, et en premier lieu pour ce chercheur



irlandais, qui a pu ainsi obtenir un financement dans une période difficile, expérimenter le nouveau modèle en se servant de données « réelles » et le comparer aux modèles de même type concrètement utilisés par la Banque dans ses affaires courantes », a commenté le tuteur de la BEI qui a mené ce projet avec enthousiasme, en ajoutant « pour avoir travaillé dans le milieu universitaire par le passé, je sais que ces résultats sont généralement très précieux pour les universités ».

Pour plus de détails sur STAREBEI et sur les autres programmes proposés par l'Action conjointe BEI-Universités en faveur de la recherche, prière de consulter le site Web de la BEI : <http://www.eib.org/about/partners/universities/index.htm>. ■

¹ Les exposés et le rapport de recherche sont disponibles sur demande.

Nominations au cadre de direction de la BEI

Les deux départements du service juridique de la BEI ont été réorganisés avec effet au 1^{er} novembre 2009. L'un s'intitule désormais « département des Affaires juridiques institutionnelles et financières » et l'autre « département des Affaires juridiques opérationnelles ». Deux nouvelles nominations ont résulté de cette réorganisation.



Nicola Barr a été nommée à la tête du département des Affaires juridiques institutionnelles et financières avec effet au 1^{er} novembre 2009. Ce département traite des questions juridiques en rapport avec les marchés des capitaux, les opérations de trésorerie et les instruments financiers

connexes, les questions institutionnelles concernant la BEI, les questions de personnel, les contentieux ainsi que les programmes opérationnels mis en œuvre avec la Commission.

Mme Barr est entrée en 1994 à la Banque pour s'occuper de contrats de prêt au sein de la direction des Affaires juridiques. À partir de 1996, elle a été chargée des questions juridiques relatives aux marchés des capitaux, aux produits de trésorerie et aux instruments dérivés. Elle est devenue chef de division en 2001 et a été nommée directeur associé en 2006.

Avant d'entrer à la BEI, M^{me} Barr avait occupé pendant sept ans un poste de haut niveau dans le département bancaire du cabinet d'avocats A&L Goodbody.

Titulaire d'un master en droit (1979) du Trinity College de Dublin, M^{me} Barr a été admise en 1983 au barreau d'Irlande en tant qu'avocate.



Gerhard Hütz est nommé directeur général adjoint des Affaires juridiques avec effet au 1^{er} novembre 2009.

Ayant suivi une formation pratique dans le secteur bancaire et possédant un diplôme de droit allemand et un doctorat de droit bancaire (droits américain et allemand), M. Hütz a intégré la direction des Affaires juridiques de la BEI en 1992. Pendant quelques années, il s'est occupé des opérations en Allemagne, en Autriche, en Europe centrale et orientale ainsi qu'en Russie, notamment en qualité de chef de division à partir de 1999. En 2005, il a été nommé directeur du département Support juridique pour les financements en Europe.

À compter du 1^{er} novembre 2009, M. Hütz est responsable de l'ensemble des questions juridiques concernant les opérations de prêt de la BEI dans le monde entier.

Avant d'entrer à la BEI, M. Hütz avait travaillé en tant que professeur d'université assistant ainsi qu'au sein du département juridique de la Deutsche Bank. Il a publié des travaux sur divers thèmes juridiques, notamment sur le droit bancaire aux États-Unis et en Allemagne et sur le cadre juridique et les statuts de la BEI.

Autres nominations



Maria-Teresa Calvete a été nommée à la tête du bureau régional de JASPERS à Bucarest, département JASPERS, Direction des projets (PJ).



Alfredo Abad remplacera David White à la tête du bureau régional de représentation de la BEI à Tshwane (Pretoria), division Afrique du Sud et océan Indien, département Afrique, Caraïbes, Pacifique – Facilité d'investissement.



Guido Prud'homme remplace René Perez à la tête du bureau de la BEI à Rabat, division FEMIP Maghreb, département Pays voisins et pays partenaires.



Robert Feige remplace Diederick Zambon à la tête du bureau de Tunis, division FEMIP Maghreb, département Pays voisins et pays partenaires.

Le programme GRAD

Même dans les périodes les plus fastes, il peut être difficile de trouver un emploi lorsque l'on a peu ou pas d'expérience professionnelle. Dans le contexte de la crise économique actuelle, les perspectives pour les jeunes diplômés sont encore plus minces. C'est la raison pour laquelle la Banque européenne d'investissement a mis en place un programme pour le recrutement et le développement de jeunes diplômés (programme GRAD), qui s'adresse à des candidats désireux d'acquérir une expérience professionnelle de terrain au sein d'une grande institution européenne jouant un rôle majeur sur la scène financière internationale.

Depuis le 1^{er} septembre 2009, les candidatures sont ouvertes pour des postes juniors, qui permettront à de jeunes diplômés de se forger une première expérience concrète en évoluant aux côtés d'un personnel hautement qualifié dans un environnement multiculturel dynamique. Les candidats retenus travailleront principalement au siège de la BEI à Luxembourg mais pourront également être détachés auprès de ses bureaux extérieurs.

Le programme GRAD propose des contrats à durée déterminée d'un an au minimum et de deux ans au maximum. Pendant cette période, les jeunes diplômés bénéficieront d'opportunités de développement personnel et professionnel au travers d'un programme conçu sur mesure. À l'issue de leur période de travail à la BEI, ils recevront un rapport sur leurs performances et leur développement. La Banque offre un excellent salaire de départ et des avantages secondaires tout aussi appréciables.

De plus amples informations sur le programme GRAD sont disponibles sur le site Web de la BEI. Seules les candidatures en ligne seront prises en compte.



Le magazine d'information du Groupe de la Banque européenne d'investissement

Banque européenne d'investissement

98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
☎ (+352) 43 79 1 – ☎ (+352) 43 77 04
www.bei.org – ✉ info@bei.org

Bureaux extérieurs

Afrique du Sud

☎ (+27-12) 425 04 60 – ☎ (+27-12) 425 04 70

Allemagne

☎ (+49-30) 59 00 47 90 – ☎ (+49-30) 59 00 47 99

Ankara

☎ (+90-312) 405 60 50/51 – ☎ (+90-312) 446 85 05

Autriche

☎ (+43-1) 505 36 76 – ☎ (+43-1) 505 36 74

Belgique

☎ (+32-2) 235 00 70 – ☎ (+32-2) 230 58 27

Caraïbe

☎ (+596) 596 74 73 10 – ☎ (+596) 596 56 18 33

Égypte

☎ (+20-2) 33 36 65 83 – ☎ (+20-2) 33 36 65 84

Espagne

☎ (+34) 914 31 13 40 – ☎ (+34) 914 31 13 83

Finlande

☎ (+358) 106 18 08 30 – ☎ (+358) 92 78 52 29

France

☎ (+33-1) 55 04 74 55 – ☎ (+33-1) 42 61 63 02

Grèce

☎ (+30-210) 68 24 517 – ☎ (+30-210) 68 24 520

Istanbul

☎ (+90) 212 319 76 04 – ☎ (+90) 212 319 76 00

Italie

☎ (+39) 06 47 19 1 – ☎ (+39) 06 42 87 34 38

Kenya

☎ (+254-20) 273 52 60 – ☎ (+254-20) 271 32 78

Maroc

☎ (+212) 37 56 54 60 – ☎ (+212) 37 56 53 93

Pacifique

☎ (+61-2) 82 11 05 36 – ☎ (+61-2) 82 11 05 38

Pologne

☎ (+48-22) 310 05 00 – ☎ (+48-22) 310 05 01

Portugal

☎ (+351) 213 42 89 89 – ☎ (+351) 213 47 04 87

Roumanie

☎ (+40-21) 208 64 00 – ☎ (+40-21) 317 90 90

Royaume-Uni

☎ (+44) 20 73 75 96 60 – ☎ (+44) 20 73 75 96 99

Sénégal

☎ (+221) 338 89 43 00 – ☎ (+221) 338 42 97 12

Tunisie

☎ (+216) 71 28 02 22 – ☎ (+216) 71 28 09 98

Fonds européen d'investissement

96, boulevard Konrad Adenauer
L-2968 Luxembourg
☎ (+352) 42 66 88 1 – ☎ (+352) 42 66 88 200
www.eif.org – ✉ info@eif.org

On trouvera sur le site Web de la Banque la liste mise à jour des bureaux existants et des bureaux ouverts après la date de la présente publication, ainsi que leurs coordonnées.

QH-AA-09-136-FR-C

© BEI - 11/2009 - FR

À noter dans vos agendas...

• 7-18 décembre 2009

– Conférence des Nations unies sur les changements climatiques. Copenhague – Danemark

• 25 février 2010

– Conférence de presse annuelle de la BEI.
Bruxelles – Belgique

• 29 avril 2010

– Séance d'information à l'intention des organisations de la société civile. Bruxelles – Belgique

• 8 juin 2010

– Forum régional : « Énergie et transports ».
Varsovie – Pologne

• 22 octobre 2010

– Séance annuelle 2010 du Conseil des gouverneurs.
Luxembourg

– Forum régional : « Du financement de la lutte contre la crise au soutien d'une croissance durable et de l'innovation ». Istanbul – Turquie

Programme détaillé et inscription : www.eib.org/events

Nouvelles publications de la BEI

Juin 2009

- Rapports annuels du Comité de vérification pour l'exercice 2008
- Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures : rapport annuel 2008

Juillet 2009

- Guide pour la passation des marchés de services, de fournitures et de travaux par la Banque européenne d'investissement pour son propre compte
- Inspection générale – Enquêtes sur les fraudes : rapport annuel 2008

Août 2009

- Politique intérimaire révisée de la BEI concernant les centres financiers offshore
- États financiers semestriels au 30 juin 2009 (version résumée et non vérifiée)

Septembre 2009

- Qu'est-ce que le Groupe BEI ?
- Évaluation des activités menées au titre de l'accord conclu en faveur d'European Financing Partners (EFP)
- Évaluation des opérations de prêt de la BEI dans les nouveaux États membres avant leur adhésion à l'UE
- Brochure sur le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures
- Évaluation des activités de financement de la BEI dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en dehors de l'Union européenne
- Rapport annuel JASPERS 2008
- Les opérations de capital-risque du FEI : mandats MET et MCR

Octobre 2009

- Évaluation des opérations (EV) – Mandat
- JEREMIE : une nouvelle manière d'utiliser les Fonds structurels de l'UE pour promouvoir l'accès des PME aux financements via des fonds de participation

Les brochures de la Banque sont disponibles dans plusieurs langues en fonction du public auquel elles s'adressent et des besoins opérationnels. Elles peuvent être téléchargées gratuitement à partir du site www.eib.org/publications.

